

MOULLOUD IDIR, POLITOLOGUE ALGÉRIEN ÉTABLI AU QUÉBEC, AU TEMPS D'ALGÉRIE

«Pour combattre le terrorisme, il faut arrêter la machine qui le produit»

Première partie

Plus d'un mois après les faits, l'attentat terroriste qui a ciblé le Centre culturel islamique de Québec, dans lequel deux Algériens ont été tués, continue toujours d'alimenter l'actualité au Canada. Mouloud Idir est politologue d'origine algérienne établi au Québec. Il travaille sur les enjeux migratoires, de pluralisme et de protection des réfugiés au Centre justice et foi. Dans cette interview, il décrit l'état d'esprit des Québécois musulmans stigmatisés par leurs concitoyens.

Entretien réalisé par
Karim Aimeur

Dans quel état d'esprit se trouve la communauté musulmane du Québec trois semaines après l'attentat qui a ciblé le Centre culturel islamique?

Je ne sais pas s'il y a une communauté musulmane. Je préfère parler de citoyens québécois dépeints comme musulmans ou de confession musulmane, c'est l'approche que nous privilégions. Je ne saurais rendre justice à la douleur des familles éprouvées. C'est tout simplement terrible que d'être ainsi happé par la barbarie raciste. Les gens, pas seulement les musulmans, ont vécu cela très durement. Mais la réaction a été salutaire. Il y a eu une grande mobilisation et des vigiles grandioses ont été organisées. Les prises de parole ont unanimement dénoncé cela. Il reste les mesures concrètes contre le racisme et les discriminations. Cela est beaucoup attendu par ce que vous appelez la communauté musulmane. Par ailleurs, la vision dominante au Québec sur les personnes dites musulmanes et les discours de beaucoup de chroniqueurs renforcent trop souvent la stigmatisation de ces personnes, et vont même jusqu'à jeter le soupçon sur les personnes dites musulmanes. Un doute sur leur loyauté est même établi dans les consciences.

Plus fondamentalement, le regard homogénéisant et islamophobe porté sur ces personnes ne rend pas compte de la pluralité des parcours spirituels et philosophiques, de la diversité des origines, de l'existence de rapports culturels ou sociologiques qui dépassent le seul référent de la foi. Pas plus qu'il ne rend compte de l'inculturation de l'islam québécois qui se trouve sans cesse rabattu sur l'enjeu de l'immigration, alors que ces personnes commencent à prendre racine au Québec.

Tous ces enjeux autour des personnes dites musulmanes sont donc à analyser en lien avec la constellation d'éléments qui nourrissent la conviction générale que certains groupes de citoyens ou de futurs citoyens ne sont pas équipés des compétences sociales et politiques qui leur permettraient de jouer pleinement leurs rôles, que ce soit sous l'angle du féminisme, des droits civils, de la laïcité, voire de la démocratie tout court.

Pour l'instant, cette catégorie dite de musulmans, comme beaucoup d'autres minorités religieuses, ne disposent pas de leviers ou de moyens de pression. La minorité juive fait exception à cela. Mais on sent que quelque chose se met en place. Je dois dire pour finir que la mobilisation sociale et citoyenne québécoise a été exemplaire. Une conscientisation quant aux dangers des groupes d'extrême droite fait son chemin dans les consciences.

Ce qui est plus difficile à déboulonner, ce sont toutefois les discours islamophobes drapés sous les oripeaux progressistes. Les ressorts de l'islamophobie ne sont pas réductibles aux discours de l'extrême droite.



Comment contrer cette logique discriminatoire et stigmatisante ?

Il y a beaucoup de gens qui sont sensibles aux enjeux du racisme, de l'exclusion ou plus généralement du pluralisme au Québec. On ne manque pas d'idéaux, de bonne volonté ou de militants en la matière. Ce qui fait défaut cependant, c'est la capacité de produire ce que l'on pourrait appeler des dynamiques de subjectivations collectives qui désassignent des logiques trop identitaires. Il faut réhabiliter la notion d'idéal. Car elle est indispensable pour créer du commun et pour être sensible au sort de l'autre, de son prochain, de son voisin, et le considérer comme un égal. Une subjectivation collective, c'est ce qui fait que tous ces gens, ensemble, constituent un peuple. C'est la possibilité d'être des égaux, sans être identiques.

Il nous faut certes des logiques institutionnelles de lutte concrète au racisme (comme une commission d'enquête sur le racisme systémique au Québec demandée par beaucoup) et des mesures contre la logique marchande qui précarise. Mais il faut aussi multiplier les solidarités de proximité par le bas : dans des pratiques de rencontres, de résistance et de solidarité, qui sont aussi des pratiques locales, puisque le monde entier est aujourd'hui présent dans chaque voisinage. J'aime bien cette idée de cosmopolitisme pratique, un cosmopolitisme d'en bas, du voisinage et du quotidien, qui devienne la substance de réinvention, de construction et d'élargissement de la citoyenneté. Mais une citoyenneté active qui n'est pas réductible au statut. Enfin, il me semble important, au Québec, de cesser de donner la parole à des figures médiatiques musulmanes alibis. Plus de complexité et un pluralisme

plus conflictuel et agonistique seraient salutaires dans les médias.

On dirait que ce qui s'est passé au Québec est un dommage collatéral de la nouvelle politique du voisin américain? Comment comprendre le phénomène Trump?

L'intellectuel québécois Jonathan Durand-Folco disait récemment avec justesse que dans la phase actuelle du capitalisme, qu'il identifie comme une phase avancée, la crise du système se fait également sentir comme une crise d'identité ou de l'intégration sociale, avec une perte de repères et une désorientation socio-culturelle. L'élection de Trump découle d'abord d'une crise de légitimation du système politique. Jonathan Durand-Folco y décèle à juste titre une perte de confiance, voire une crise de la représentation démocratique.

Il ajoute que le gouvernement Trump amènera à son tour une crise de rationalité du système administratif, qui ne parviendra plus à rendre compatibles les impératifs de régulation qu'il reçoit du système économique et à satisfaire à ces impératifs. Outre la crise économique qui sera accentuée par l'irrationalité administrative au nom d'impératifs d'accumulation à court terme, la dérégulation du secteur financier et bancaire amènera à son tour une crise économique, comprise comme une crise globale du système. C'est du reste ce que décrivait déjà dans les années 1970 Jürgen Habermas dans son livre *Raison et légitimité* et que Durand Folco nous rappelait. Ce dernier a raison de dire que cette spirale ne fera qu'accroître la crise de rationalité du système politique américain, lequel deviendra progressivement sourd aux demandes sociales, contre-discours et faits objectifs nécessaires pour la régulation adéquate du système. Autrement dit,

Trump est à la fois l'expression et l'accélérateur d'une crise générale du système, qui va s'aggraver par le télescopage des crises multiples.

Cela s'inscrit dans quoi à l'échelle globale ? Y a-t-il un lien avec un quelconque basculement de l'ordre mondial?

Je crois que tout cela n'est pas sans lien avec le basculement géopolitique mondial qui érode l'hégémonie de l'axe atlantiste. Mais nous sommes aussi dans une période où l'Occident (terme très imparfait) incarne plus le pôle référentiel de l'universalisme. Notre époque exige avec force une décolonisation de nos schèmes de pensée. Le monde se provincialise en quelque sorte, nous dit Dipesh Chakrabarty. Il est donc important de retraduire une universalité moins verticale, et rompre avec la logique de surplomb que l'on impose aux autres. Il nous faut retrouver plus d'horizontalité dans les relations entre les cultures et les langues. Une sorte d'universalisme latéral est à penser, pour reprendre les mots l'intellectuel sénégalais Souleymane Bachir-Diagne

Comment le racisme se greffe-t-il à cela et comment le contrer ?

Tout cela induit une dynamique où l'on use de tous les simplismes pour en appeler à une sorte de loyauté des masses pour lesquelles l'on n'offre que de la surenchère, mais rien de substantiel ou qui soit à la hauteur des exigences historiques. Cette crise d'identité tend dès lors à amplifier les mesures sécuritaires et anxigènes anti-immigration et à plus forte raison à l'égard de cette altérité dite musulmane. Comme les discours de type Trump ne peuvent rien offrir aux nationaux déclassés, il ne reste que le piège de la préférence nationale. Cercle vieux. Je pense que la bonne santé ou la défaillance des

institutions joue un rôle capital dans notre rapport à l'étranger. En alimentant les formes de stigmatisation par la race, la nationalité ou la religion, on procure à certains segments de la population l'idée qu'ils sont à privilégier et à protéger en priorité. Surgit alors la vieille idée néfaste de «*préférence nationale*». Tout cela est nocif car ça engendre l'attente qui l'alimente. Les prétendus préférés, qui ne voient d'amélioration que de leur sort ou de celui de leurs proches ne feront que surenchérir en demandant plus de préférence, donc plus de discrimination et de racisme. Et aujourd'hui, cette demande existe. Elle pénètre les esprits à des échelles variables. Il serait regrettable d'y voir une dérive, elle est au cœur des dynamiques étatiques. L'idée est de la contrer par de véritables projets d'intérêts communs et de citoyenneté sociale. Combattre le racisme consiste surtout à faire partie des luttes qui excluent l'exclusion et qui démocratisent la démocratie. Ça ne consiste pas toujours à avoir le mot racisme à la bouche, mais à travailler sur le terrain aux côtés de ceux et celles qui luttent contre les dynamiques qui produisent des rapports sociaux racialisés.

Quels sont alors les méfaits des discours de type Trump pour les minorités?

C'est dans l'arrière-plan que je viens d'évoquer succinctement qu'il faut situer ses logiques à la Trump. Ce dernier a surtout décomplexé et libéré une parole sexiste, homophobe et raciste, ciblant à la fois les musulmans, les Noirs et même les juifs. En janvier, c'est près d'une cinquantaine de centres communautaires juifs américains qui ont été la cible d'appels à la bombe. Cet antisémitisme peut paraître paradoxal quand on voit le président Trump adouber le colonialisme israélien et vouloir faire de Jérusalem une capitale.

Ce que disait l'intellectuel israélien Benjamin Beit-Hallahmi au sujet de l'alliance a priori contre nature entre le gouvernement de l'apartheid sud-africain, dont l'idéologie puisait dans les principes du nazisme, et Israël aide à comprendre cela : «*On peut détester les juifs et aimer les Israéliens, parce que, quelque part, les Israéliens ne sont pas juifs. Les Israéliens sont des colons et des combattants, comme les Afrikaners. Ils sont durs et résistants. Ils savent comment dominer*». Un peu à l'image des «*conquêteurs de l'Ouest*» à l'assaut de l'Amérique et de ses terres en exterminant les Indiens. C'est dans ce sillage antisémite et colonialiste de peuplement qu'il faut saisir les logiques que consolide l'administration Trump. Je me réjouis de la solidarité entre musulmans, juifs et Noirs sur ces enjeux de l'anti-racisme. Cela s'observe aux États-Unis comme ici au Québec. Il faut que nos opinions publiques se montrent capables de transformer les solidarités communautaires et les identifications symboliques en capacités de raisonnement et d'initiatives. C'est à cela qu'il faut œuvrer avec force. On chemine vers cela. Je demeure positif.

K. A.